

Numéro PLACE : 2022/EFS-SSCX/2833

PRESTATIONS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES ET SERVICES POUR L'ÉTABLISSEMENT Français DU SANG

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

1. Définitions	4
2. Présentation de l'EFS	5
2.1. Les missions principales de l'EFS	5
2.2. Les autres missions de l'EFS	6
2.3. L'organisation de l'EFS	7
2.4. Chiffres clés 2023	8
2.5. Organisation administrative et statut des personnels de l'EFS	10
2.6. Organisation budgétaire et comptable de l'EFS	11
2.7. Contrôles de l'EFS	13
2.8. Caractéristiques de l'environnement comptable de l'EFS	15
1.1. Le système d'information de gestion de l'EFS	17
2.9. Données quantitatives et organisationnelles de l'EFS (y compris DOM)	20
2.10. Politique d'achat de l'EFS	Erreur ! Signet non défini.
3. COMPTES CONSOLIDES DE L'EFS	21
3.1. Comptes consolidés de l'EFS	21
3.2. Présentation de DIAGAST, filiale de l'EFS	22
4. Objet et contexte du marché	22
5. Prestations attendues	24
5.1. Prestations de commissariat aux comptes (CAC)	24
5.2. Livrables attendus	24
5.3. Calendrier	25
5.4. Missions complémentaires	25
5.5. Obligation de conseil	26
6. Liste des annexes au CCTP	27

Annexe n° 01 : Règlement intérieur du Comité d'Audit de l'EFS	27
Annexe n° 02 : Adresses des Etablissements de l'EFS	27
Annexe n° 03 : Rapport d'activité 2023	27
Annexe n° 04 : Comptes annuels consolidés 2022 Groupe EFS + Rapport CAC	27
Annexe n° 05 : Comptes annuels consolidés 2023 Groupe EFS + Rapport CAC	27
Annexe n° 06 : Comptes annuels EFS 2022 + Rapport CAC	27
Annexe n° 07 : Comptes annuels EFS 2023 + Rapport CAC	27
Annexe n° 08 : Comptes annuels Diagast 2022	27
Annexe n° 09 : Comptes annuels Diagast 2023	27
Annexe n° 10 : Sommaire d'un dossier de révision type	27
Annexe n° 11 : Note EPRD 2022	27
Annexe n° 12 : Note EPRD 2023	27
Annexe n° 13 : Rapport de gestion 2023	27

1. Définitions

Il convient d'employer les termes suivants conformément à la définition qui en est donnée ci-dessous :

EFS : Établissement français du Sang, établissement public de l'État, placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué d'un siège et de 13 (treize) sites (Etablissement de Transfusion Sanguine (ETS)) dont 10 (dix) situés en métropole et 3 (trois) dans les départements d'outre-mer

AE : Acte d'engagement

RC : Règlement de la consultation

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

Pouvoir adjudicateur : L'EFS, établissement public de l'État placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé, représenté par son Président ou toute personne déléguée par lui à cet effet

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : le Président de l'EFS ou toute personne habilitée à le remplacer

Comptable assignataire : Agent comptable principal de l'Etablissement Français du Sang

Proposition : La proposition financière et technique remise par le candidat dans le cadre de la consultation

Titulaire : L'entreprise à laquelle la Pouvoir Adjudicateur notifie le marché

2. Présentation de l'EFS

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

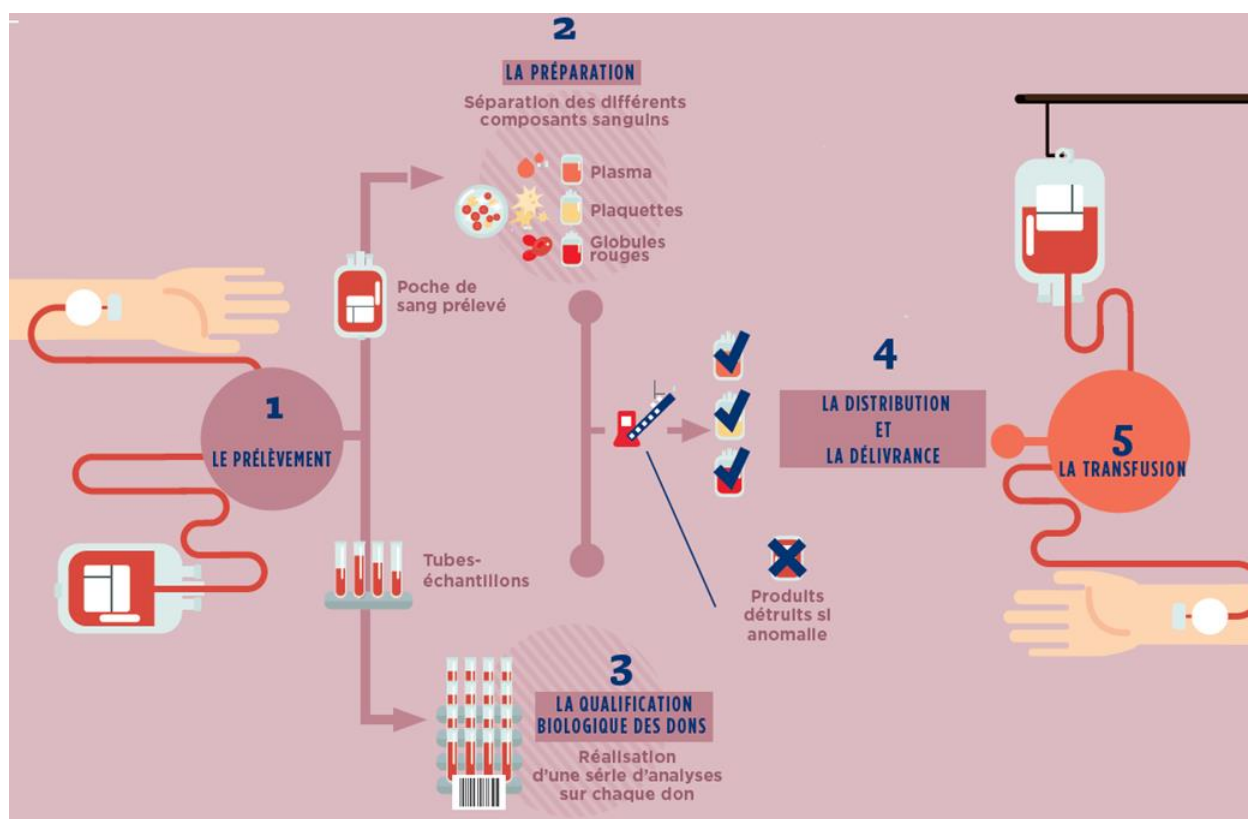
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

2.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

2.2. Les autres missions de l'EFS

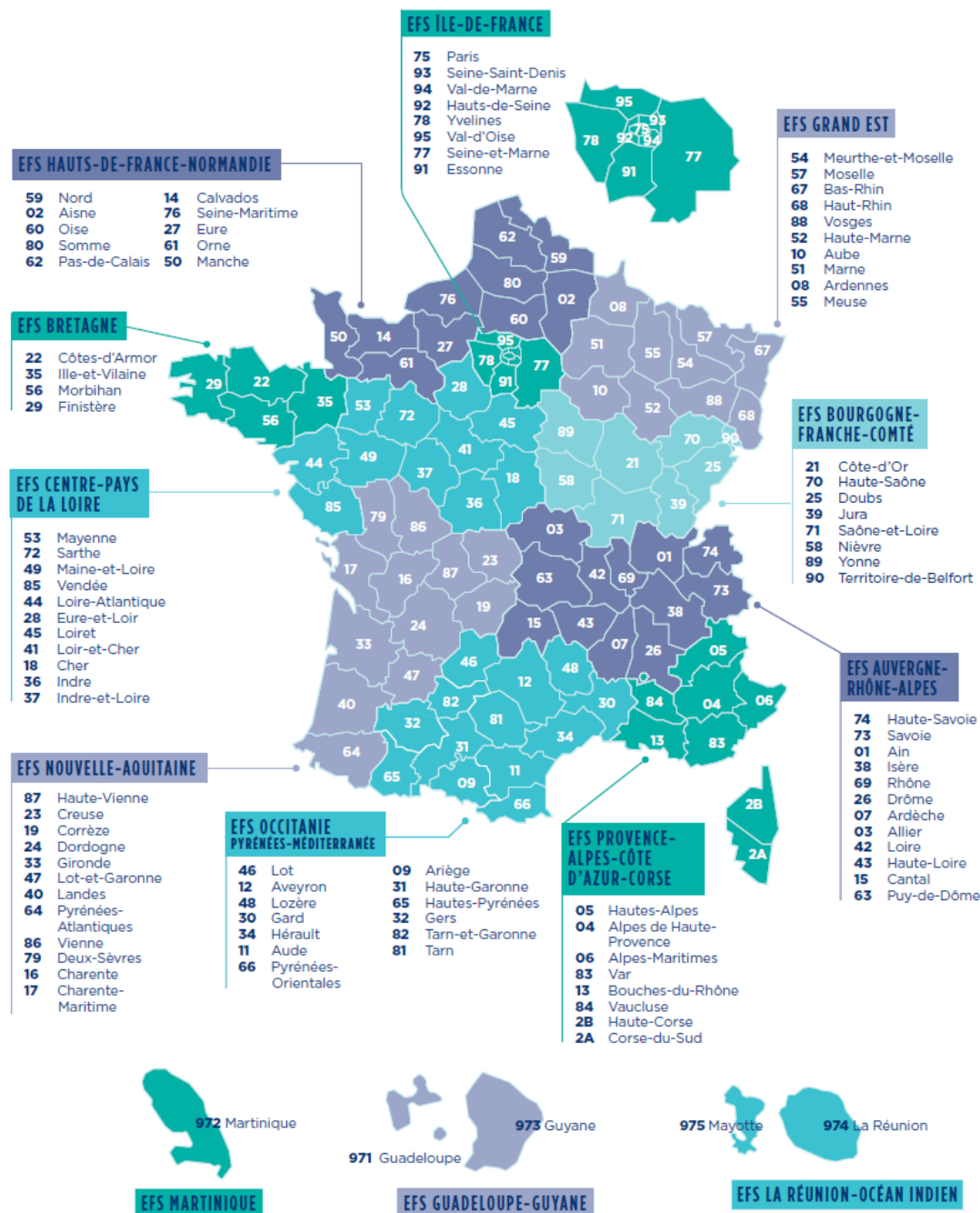
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immuno-hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

2.3. L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



2.4. Chiffres clés 2023

L'Institution :

- 1 opérateur civil unique de la transfusion sanguine
- 9 666 collaborateurs
- 146 sites EFS assurent la délivrance des produits sanguins labiles
- 32 4755 collectes mobiles
- 4 étapes pour le parcours de la poche de sang : prélèvement, préparation, qualification, distribution
- 1 500 hôpitaux et cliniques approvisionnés en produits sanguins
- 1 million de malades soignés

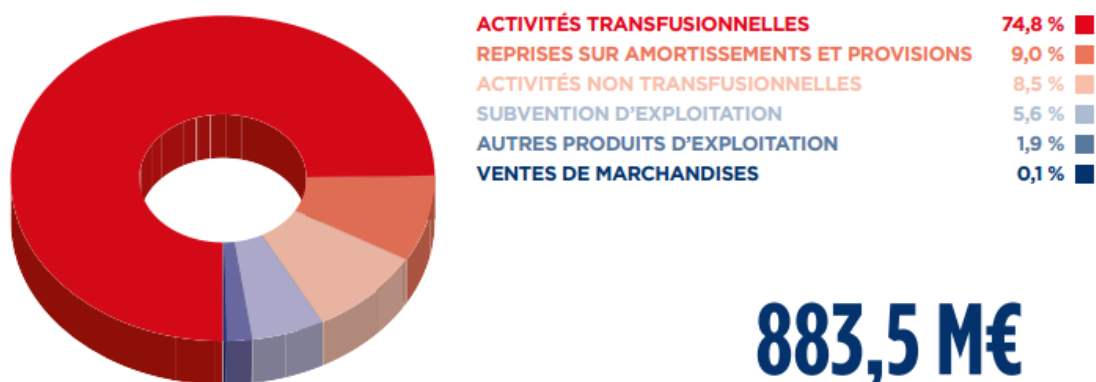
Prélèvements :

- 2 678 054 prélèvements

Donneurs de sang :

- 1 571 605 donneurs dont 17% de nouveaux donneurs
- 67,9% de nouveaux donneurs de plasma

Les produits d'exploitation de l'EFS se répartissent comme suit



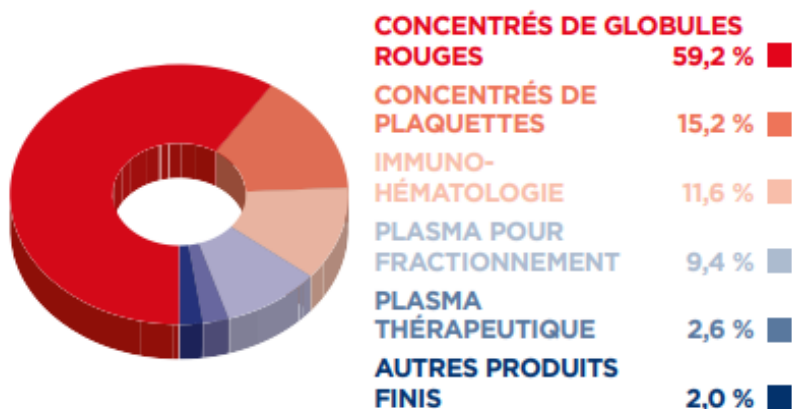
883,5 M€

de chiffre d'affaires (+1,2 % par rapport à 2022)

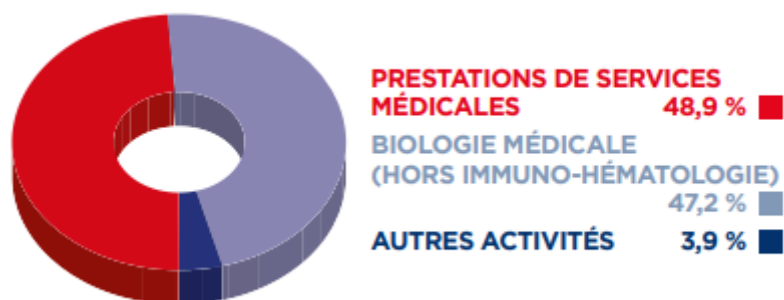
Dont : Activités transfusionnelles 791,6 M€ (+0,7 % par rapport à 2022)
Activités non-transfusionnelles 90,3 M€ (+5,1 % par rapport à 2022)

Le chiffre d'affaires 2023 se répartit comme suit :

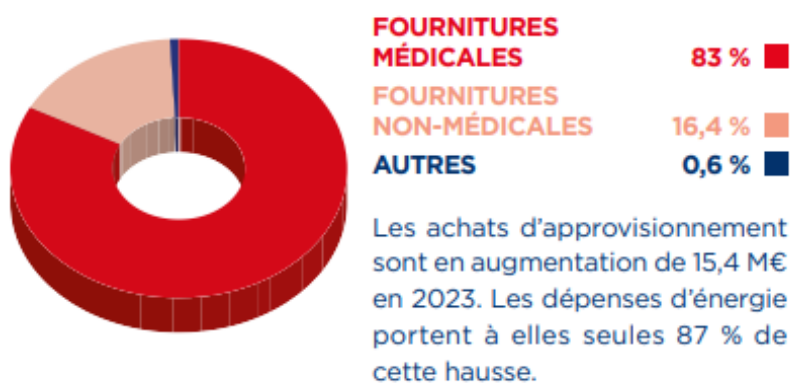
- Répartition du chiffre d'affaires des activités transfusionnelles :



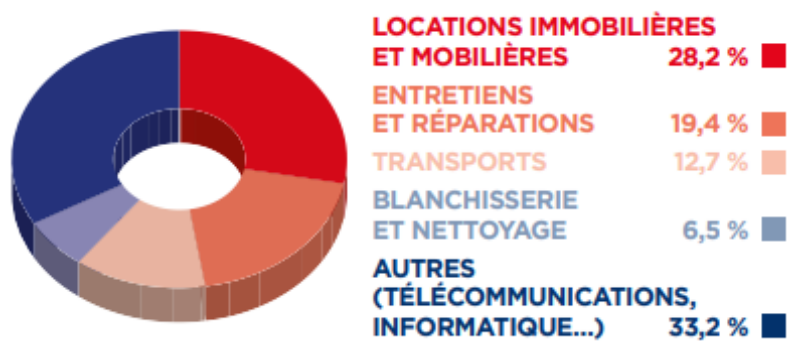
- Répartition du chiffre d'affaires des activités non transfusionnelles :



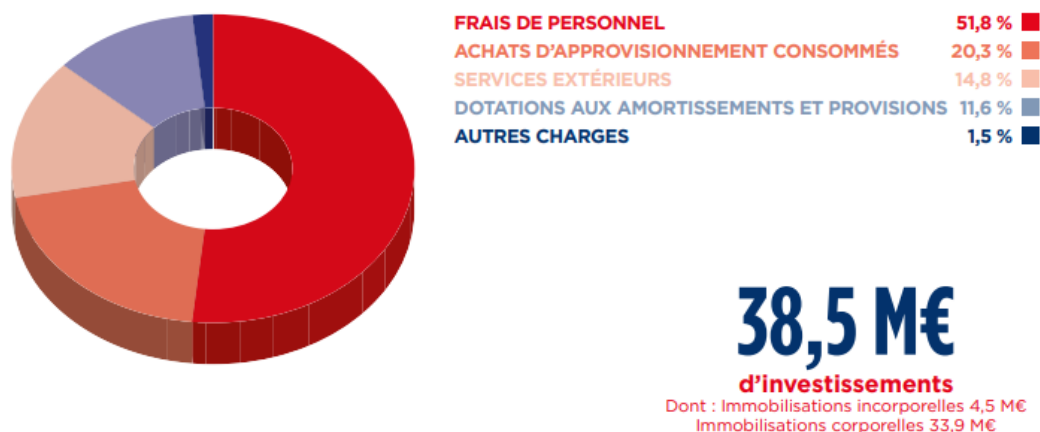
- Répartition des achats d'approvisionnement :



- Répartition des services extérieurs :



Les charges d'exploitation se répartissent de la façon suivante pour 2023 :



✓ Rapport d'activité 2023 de l'EFS

(A télécharger sur le site : <https://www.efs.sante.fr/donner-au-sang-le-pouvoir-de-soigner>)

✓ Depuis le 23 mai 2012, l'EFS est certifié NF Iso 9001.

2.5. Organisation administrative et statut des personnels de l'EFS

Conformément aux dispositions de l'article L. 1222-5 du code de la santé publique, l'EFS est administré par un conseil d'administration dont la composition, les règles de fonctionnement et attributions sont précisées aux articles R. 1222-1 à R. 1222-7 du code de la santé publique.

Le Président du conseil d'administration est le Président de l'EFS qui, en vertu de l'article R. 1222-8 du code de la santé publique, assure la direction de l'Etablissement dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration et accomplit tous les actes qui ne sont pas réservés à ce dernier. L'EFS comprend par ailleurs, un conseil scientifique, prévu à l'article L. 1222-5 précité, qui donne des avis sur les questions médicales, scientifiques et techniques et dont la composition et les règles de fonctionnement sont définies à l'article R. 1222-10 du code de la santé publique.

Le conseil d'administration a approuvé le 28 septembre 2011 la création d'un comité d'audit à l'EFS. Le comité d'audit est une émanation du conseil d'administration dont les missions sont définies dans l'Annexe 01 : règlement intérieur du Comité d'Audit de l'EFS.

Conformément à l'article L. 1223-1 du code de la santé publique et aux dispositions de l'arrêté modifié du 26 novembre 1999 portant approbation des schémas d'organisation de la transfusion sanguine, l'EFS était constitué jusqu'au 17 avril 2007 de 18 établissements régionaux sans personnalité morale, dénommés « Etablissements de transfusion sanguine » (ETS) (14 sur le territoire métropolitain et 04 dans les départements d'outre-mer) et organisés, chacun, en plusieurs sites transfusionnels.

A compter du 1^{er} janvier 2018, en plus du Siège, et du fait du regroupement de certains ETS, l'EFS ne compte plus que 13 Etablissements régionaux de transfusion sanguine sans personnalité morale (10 sur le territoire métropolitain et 3 dans les départements d'outre-mer).

En vertu des articles L. 1223-1 et L. 1223-4 du code de la santé publique, chaque Etablissement de transfusion sanguine (ETS) a, à sa tête, un Directeur nommé par le Président de l'Etablissement Français du Sang (l'EFS). Chaque Directeur bénéficie, de la part du Président de l'Etablissement Français du Sang (l'EFS) d'une délégation de compétences pour la gestion de son Etablissement.

Chaque Etablissement de transfusion sanguine est en outre doté d'un conseil d'Etablissement, dont la composition et le rôle sont définis à l'article R. 1223-1 du même code.

En application de l'article L. 1222-7 du code de la santé publique, le personnel de l'EFS comprend des fonctionnaires et agents publics en position de détachement ou mis à disposition, ainsi que, et c'est la grande majorité du personnel de l'Etablissement, des personnels régis par le code du travail. Une convention collective spécifique leur est applicable.

2.6. Organisation budgétaire et comptable de l'EFS

L'organisation budgétaire et comptable de l'EFS est définie aux articles R. 1222-11 à R. 1222-16 du code de la santé publique. Ainsi qu'il résulte de l'article R. 1222-12 du même code, le régime financier et comptable de l'Etablissement est celui applicable aux établissements publics industriels et commerciaux, tel que défini aux articles R1222.6 à R1222.12. L'EFS est soumis aux dispositions de titres I et III du décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 à l'exception des 1^{er} et 2^e de l'article 175, des articles 178 à 185, 204 à 208 et 220 à 228. Doté de la personnalité morale, l'EFS dispose d'un budget qui, s'agissant d'un établissement soumis au régime financier et comptable applicable aux établissements publics industriels et commerciaux, est un acte de prévision et d'autorisation, chaque ETS disposant d'un budget prévisionnel propre.

Par ailleurs, l'article R. 1222-16 du code de la santé publique dispose que les charges financières découlant du transfert à l'EFS des obligations à l'égard des victimes des contaminations transfusionnelles font l'objet d'une gestion individualisée dans une comptabilité distincte de celle de l'activité transfusionnelle de l'Etablissement (Service à Comptabilité Distincte, SACD). La loi de finances pour la Sécurité Sociale pour 2013 a organisé le transfert à l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (ONIAM) de la totalité des remboursements des indemnisations des victimes au titre des contentieux transfusionnels.

Depuis lors, le SACD n'enregistre plus que les opérations relatives à l'indemnisation des organismes tiers-payeurs lorsqu'une instance judiciaire est ouverte à l'encontre de l'EFS.

2.6.1 Séparation des tâches ordonnateur/comptable

L'Etablissement est soumis au principe de séparation des ordonnateurs et des comptables. Le Président de l'EFS a la qualité d'ordonnateur principal, les directeurs des ETS d'ordonnateurs secondaires. L'ordonnateur a la responsabilité de la préparation et de l'exécution administrative du budget. A ce titre, il est chargé de la constatation et de la liquidation des droits et produits dont il prescrit ou autorise le recouvrement, ainsi que de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses.

L'Agent Comptable Principal de l'Etablissement (ACP) est nommé par arrêté conjoint du Ministère de Finances et du Ministère de la santé et bénéficie du relais au sein de chaque ETS d'un Agent Comptable Secondaire (ACS), placé sous son contrôle et nommé par le Président de l'EFS après avis conforme de l'ACP.

Comptable public, l'Agent comptable a pour mission d'exécuter comptablement le budget et ainsi de recouvrer les recettes, de payer les dépenses après avoir vérifié leur régularité, de mouvementer les comptes de trésorerie et de tenir la comptabilité générale. L'ACP a sous sa responsabilité 12 ACS qui sont en charge de la comptabilité générale des ETS ; un unique ACS est en charge des Etablissements de Martinique et de Guadeloupe - Guyane.

2.6.2 Principes, règles et référentiels comptables

✓ Dérogations, règles et méthodes de base

L'EFS est soumis au régime financier et comptable prévu par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Les titres I et III du décret sont applicables à l'EFS à l'exception des articles 175, 178 à 185 et 204 à 208 qui concernent la comptabilité budgétaire et les articles 220 à 228 qui se rapportent au contrôle budgétaire.

Les modalités de mise en œuvre de ces règles sont précisées dans une instruction comptable commune et un plan de comptes commun à tous les établissements publics. Ce référentiel comptable unique est dénommé M9

✓ **Organisation comptable**

L'EFS étant la seule entité juridique de la transfusion sanguine, son organisation comptable est basée sur la notion d'ETS sans personnalité morale avec comptabilité propre et comptes de liaison. Ainsi, la comptabilité de l'EFS se compose de 16 domaines d'activité

- Les 13 ETS ;
- Les services centraux (EFS Siège) ;
- Les "Actions Nationales" qui retracent les actions gérées par le Siège pour le compte des ETS ;
- Le service à comptabilité distincte (SACD) chargé des règlements des contentieux transfusionnels (volet tiers payeurs).

✓ **Référentiel comptable applicable à l'EFS**

Les principes de comptabilisation des opérations sont conformes au régime applicable aux établissements publics industriels et commerciaux dotés d'un agent comptable, et les dispositions comptables spécifiques à l'EFS ont été approuvées par le Conseil National de la Comptabilité (avis n° 00-21 du 29 novembre 2000).

L'EFS applique les principes comptables prévus dans l'avis du CNOCP n°2015-05 du 8 avril 2015 relatif aux normes comptables pour les établissements publics, ainsi que l'instruction comptable commune « M9 » qui y est associée et les principes comptables prévus au Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP).

✓ **Calendrier et méthode d'élaboration des comptes**

L'EFS est un établissement unique dont la comptabilité générale résulte de l'agrégat des comptabilités générales des 13 établissements régionaux et de celles de domaines d'activité dépendants du siège.

Les ACS de chaque Etablissement régional sont placés sous l'autorité fonctionnelle de l'ACP qui établit un arrêté au 31 décembre de chaque année, ainsi que 2 arrêtés intermédiaires au 31 mars et au 30 juin.

A l'issue des opérations de clôture de l'exercice, l'Agence Comptable Principale établit les comptes consolidés de l'EFS, ainsi que la liasse fiscale de l'EFS.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions des articles 212, 213 et 214 du décret GBCP.

L'article 212 du décret GBCP relatif au compte financier a été modifié par le décret n°2017-61 du 23 janvier 2017. Le compte financier est désormais soumis à l'organe délibérant, au plus tard dans les 75 jours suivant la clôture de l'exercice. En matière de reporting financier, les ETS élaborent une prévision de résultat mensuel ("flash financier").

- Planning indicatif budget année N:
03 août année N : envoi des procédures ;

28 septembre année N: réception des budgets par activités des établissements ;

15 octobre au 31 octobre année N : Arbitrages budgétaires, présentation des budgets régionaux au siège ;

Fin décembre année N : Vote du Budget provisoire en Conseil d'Administration ;

○ Calendrier type de clôture annuelle des comptes année N :

Intervention des Commissaires aux comptes dans les établissements : au cours du dernier quadrimestre de l'exercice N (travaux d'interim et de pré-final)

Clôture des comptes des établissements : 20 janvier année N+1

Clôture des comptes sociaux de l'EFS : 5 février année N+1

Intervention des Commissaires aux comptes au Siège : à partir du 05 février année N+1

Clôture des comptes consolidés du groupe EFS : 20 février année N+1

Ce calendrier pourra être modifié en fonction des dispositions fixées par l'Etat pour l'intégration des données comptables des Etablissements publics dans le système d'information de l'Etat.

2.7. Contrôles de l'EFS

Des contrôles internes, financiers, comptables et de gestion, sont régulièrement effectués dans l'ensemble des Etablissements de transfusion sanguine non seulement par l'ACP et les ACS, mais également par le Contrôleur de gestion en fonction au sein de chaque Etablissement et le service de Contrôle de gestion rattaché à la Direction des Affaires financières des services centraux de l'EFS.

Les travaux effectués par la Direction des Risques Audit et Qualité (DRAQ) contribuent également aux contrôles de l'établissement.

2.7.1 Contrôles réalisés par l'Agence Comptable Principale

S'agissant des contrôles de l'ACP sur les ACS, des procédures ont ainsi été écrites et sont appliquées pour la réalisation des arrêtés intermédiaires des comptes, ainsi que pour la clôture annuelle des comptes.

Un dossier de révision (cf. Annexe n°10) des comptes établis par l'ACS est assuré pour chaque ETS et contient notamment des contrôles de cohérence, les balances auxiliaires, tableaux de passage etc.

L'ensemble de ces dossiers est mis à la disposition des Titulaires.

Des reportings Clients et Fournisseurs sont élaborés par l'ACP afin de suivre tout au long de l'année les délais d'encaissement des recettes et de décaissement des dépenses.

Dans le cadre des programmes annuels de vérification sur pièces et sur place, les ACS de tous les ETS de métropole sont audités par l'ACP selon un planning pluriannuel. Un rapport est diffusé après chaque intervention de l'ACP.

En lien avec la Direction des Risques Audit et Qualité (DRAQ), l'Agence Comptable Principale est en charge de la mise en place d'un plan de contrôle interne comptable et financier.

2.7.2 Contrôles effectués par la DAF

Il s'agit de l'analyse inhérente à l'évolution des charges et produits sur l'axe budgétaire et sur l'axe N-1. Les analyses sont faites :

- au niveau des régions, dans le cadre du contrôle budgétaire effectué par les contrôleurs de gestion
- au niveau national, par le contrôle de gestion central. Ce dernier réalise :
 1. des comparatifs budgets N / Coûts réels N-1
 2. des tests de cohérence entre les coûts et les données d'activité
 3. des contrôles d'évolution des tarifs moyens
 4. une analyse comparative des résultats de comptabilité analytique N/N-1
 5. validation de la valorisation / provision pour dépréciation des stocks

2.7.3 Contrôles effectués par la DRAQ (Direction des Risques Audit et Qualité)

Les missions de la DRAQ visent à améliorer et sécuriser les processus de gestion de l'Etablissement via une analyse indépendante et objective des problématiques qui lui sont confiées et des risques qui en découlent. Il n'a pas comme mission le contrôle des comptes des Etablissements, même s'il peut être amené à se prononcer ponctuellement sur certains éléments en lien avec la comptabilité.

La DRAQ a travaillé à la sécurisation du modèle d'habilitations dans SAP, afin de mettre en place des habilitations informatiques permettant la séparation des tâches et des contrôles compensatoires lorsque des utilisateurs disposent de profils a priori incompatibles. Des procédures de gestion des accès à SAP ont été mises en place, et des outils d'aide à la décision, comme par exemple des matrices d'incompatibilité par personne, ont été déployées.

La DRAQ intervient au siège et dans les différents ETS pour effectuer des missions d'audit ayant pour objectif d'évaluer le niveau de contrôle interne et de proposer des axes d'amélioration. A l'issue de chaque mission, un rapport général, reprenant les principales recommandations, est envoyé à l'ensemble des ETS pour mise en œuvre. A ce jour, les processus suivants ont fait l'objet de travaux : la gestion de la paie, la facturation clients, le contrôle des factures fournisseurs, la gestion des stocks de consommables, la gestion des achats, les inventaires d'immobilisations, le suivi des projets immobiliers, la sécurité informatique, ...

La DRAQ contribue au renforcement du niveau de contrôle interne via la participation à la rédaction de procédures de contrôle nationales, la mise en place de référentiels de contrôle interne et des travaux de cartographie des risques qui sont en cours.

La DRAQ réalise également des missions de conseil.

2.7.4 Contrôles réalisés par des instances externes

Contrôle Général Economique et Financier :

Par arrêté du 6 janvier 2000, le contrôleur d'Etat exerce une mission générale et permanente de contrôle des activités de l'établissement, ayant pour objet principal d'identifier en vue de leur prévention, les risques économiques et financiers auxquels l'EFS est susceptible d'être confronté. Il en rend compte aux autorités concernées du ministère de l'économie et des finances et en fait part au président de l'établissement auquel il apporte conseil et assistance.

En outre, depuis sa création, l'Etablissement Français du Sang a fait l'objet d'audits plus ponctuels :

- par les Services du Trésor en 2004,

- par la Cour des Comptes pour les exercices 2000 à 2006, puis 2009 à 2017
- par l'Administration fiscale pour les exercices 2007 et 2008, puis 2014 à 2016, puis 2019 à 2021
- par l'URSSAF pour les exercices 2008, 2009 puis 2012 à 2014
- par la mission RGPP en 2009
- par la mission IGAS en 2010, 2016 et 2018.
- par la mission IGAS IGF en 2023

En parallèle, sur mandat du CSE de l'EFS, la société d'expertise comptable mandatée par le CSE procède à différents audits et analyses de la présentation des comptes annuels, du budget de l'EFS et des résultats annuels par activité et par produits issus de la comptabilité analytique.

2.8. Caractéristiques de l'environnement comptable de l'EFS

2.8.1 Gestion des stocks

✓ Stocks de consommables

La gestion des stocks de consommables a fait l'objet d'un plan d'action initié en 2005. Une des étapes principales, réalisée mi 2007 est la mise en production dans SAP d'une base articles unique, en termes de typologie d'articles stockés et non stockés et de classes de valorisation uniques (comptes comptables). La base est administrée par une équipe rattachée à la Direction des Achats, de l'Immobilier et de la Maintenance au siège de l'EFS et basée à sur le site de Décines de l'ETS Auvergne Rhône-Alpes.

La majeure partie des stocks de consommables est tenue sous la forme d'un inventaire permanent dans SAP et fait l'objet d'inventaires physiques tournants. En cas d'absence d'inventaire permanent, des inventaires physiques sont réalisés à chaque arrêté comptable. A cette occasion sont inventoriés tous les stocks, dont les stocks dits « déportés », déclarés comme consommés dans SAP, mais non utilisés à l'arrêté. Les stocks « déportés » représentent environ 10% de la valeur des stocks de consommables des ETS.

Les stocks de consommables sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré (PUMP). Le calcul des PUMP est effectué au niveau de chaque ETS par le logiciel de gestion des stocks et contrôlé par les services centraux.

L'enregistrement quotidien des entrées et sorties de marchandises ainsi que la fiabilité de saisie des mouvements sont favorisés par un outil de lecture code-barres des références SAP des articles stockés qui est en fonction dans la plupart des points de gestion de stocks

Un ETS utilise pour fiabiliser la gestion des mouvements de stocks de consommables le logiciel AD6 (Kanban) interfacé à SAP avec un rythme de report des mouvements dans SAP inférieur à une semaine.

✓ Stocks de PSL

Les stocks de PSL ne sont pas suivis dans SAP, mais dans le logiciel médico-technique (bases INLOG). Ils sont sous la responsabilité des personnels médicotéchniques. Le niveau des stocks est suivi quotidiennement pour certains produits comme les CGR, et au moins chaque semaine pour les autres produits. La valorisation des stocks de produits finis est contrôlée par les services centraux de l'EFS.

Les mouvements de stocks sont enregistrés en continu dans INLOG et constituent un inventaire informatique permanent des produits.

Des inventaires physiques tournants sont effectués dans le courant de l'année.

Il est procédé à un inventaire physique exhaustif du stock des PSL pour la clôture des comptes au 31 décembre.

2.8.2 Gestion des immobilisations

La gestion et le suivi comptable des immobilisations est encadrée par :

- un inventaire tournant des immobilisations tous les 3 ans, piloté par le service financier des établissements en lien avec leur Agence Comptable Secondaire et réalisé par les services techniques. Le 6ème cycle triennal d'inventaire physique des immobilisations a débuté en 2023 ; la DAF suit le bon déroulement de ces inventaires et assure l'actualisation des procédures liées ;
- une gestion par composants ainsi que par la définition de durées d'amortissement pour les immobilisations non décomposables (mise aux normes IFRS), basée sur des données d'usage réel au sein de l'EFS.

La DAF assure aussi la gestion quotidienne des ordres d'investissements (SAP CO), des crédits d'investissements (FM), ainsi que des transferts d'immobilisations inter-établissements dans SAP.

2.8.3 Gestion de la trésorerie

Le suivi de la trésorerie est réalisé quotidiennement par l'ACP qui effectue un reporting de la trésorerie de l'EFS au jour le jour. Les ETS disposent chacun d'un compte bancaire, dont le rapprochement est réalisé sous la responsabilité des ACS. Les relevés bancaires sont intégrés directement en comptabilité par une interface bancaire journalière.

Le lancement des virements électroniques se fait en central une fois par semaine. Les délais de recouvrement des clients sont suivis tant au niveau de l'Agence comptable principale (flashs mensuels) que de l'Agence comptable secondaire concernée. Les délais de paiement des fournisseurs sont suivis au niveau de l'ACP (flashs trimestriels).

La DAF assure les prévisions de trésorerie à court terme (réalisation de prévisions à 6 semaines actualisée tous les mois) et des prévisions à moyen terme (24 mois).

La DAF gère les relations bancaires, qui inclut à la fois la gestion des emprunts (mise en concurrence, négociation, suivi, etc.), l'analyse et la négociation des tarifs de transactions bancaires courantes. Elle appréhende, évalue et gère le risque des taux d'intérêts.

Un module de sécurisation des flux de trésorerie a été mis en place en 2018 afin de sécuriser l'ensemble des interfaces avec la banque (relevés journaliers, ordres de paiement et ordres de prélèvement) avec signatures électroniques. Toutes les opérations bancaires sont effectuées au format EBICS-TS.

2.8.4 Gestion des éléments financiers liés aux ressources humaines

Le paramétrage de la paie est assuré au Siège de l'EFS. La paie est ensuite gérée, calculée et vérifiée par les ETS qui disposent des pièces justificatives des éléments fixes et variables de paie (contrats de travail, avenants, déclaration des heures, gestion des congés...). Les paiements sont initiés par les ETS et validés par les Agents Comptables Secondaires.

Le calcul de la Provision pour Indemnité de Départ à la retraite (PIDR) est réalisé au Siège.

Les dettes pour congés payés/JNT, CET et autres éléments variables de paie sont pré-calculés au niveau central dans SAP et validés par chaque ETS concerné.

Les autres provisions (France Travail, risques pour contentieux prudhommaux, ...) sont calculées par les ETS.

L'EFS, en tant qu'Etablissement public, a opté pour le régime du propre assureur dans le cadre de l'indemnisation du chômage de ses ex-salariés. Dans ce cadre, l'EFS est facturé en fonction de la situation de ses anciens salariés au regard de France Travail.

L'élaboration de nombreuses déclarations sociales est réalisée au niveau des services centraux (taxe d'apprentissage, formation continue, taxe sur les salaires...) en complément des déclarations réalisées dans les ETS (URSSAF-DSN, fonds de solidarité...).

1.1. Le système d'information de gestion de l'EFS

L'EFS a mis en place son système d'information de gestion depuis 2000 en implémentant les modules du progiciel SAP ECC6 suivants :

- ✓ Finances (FM-budget, FI-comptabilité générale, CO-comptabilité analytique, TR-trésorerie, AA- immobilisations) ;
- ✓ Ressources Humaines (GA- gestion des effectifs, PA- paye et gestion des temps) ;
- ✓ Logistique (MM- achats, stock, approvisionnements)
- ✓ Suivi de la maintenance (PM)
- ✓ Suivi des projets (PS) pour les investissements immobiliers et la recherche
- Production (PP) pour l'activité de production de réactif

Depuis 2017, l'EFS s'est doté de 2 modules SAP « complémentaires » :

- ✓ VIM (Vendor Invoice Management) adossé à la solution d'archivage SAP Open Text, qui permet la gestion du flux dématérialisé des factures fournisseurs.
- ✓ FS Payment (module édité par la société Hanse Orga) qui permet la gestion sécurisée de tous les flux bancaires.

Les modules sont organisés autour d'un Etablissement unique découpé en domaines d'activités à raison d'1 domaine d'activité par Etablissement et de 3 domaines d'activité pour le siège, soit 16 domaines d'activité. La volumétrie des utilisateurs de la solution SAP avoisine les 1300 personnes.

Une solution « Portail SAP » en lien direct avec le système SA ECC6 a été mise en place dès 2009. Ce portail offre à ce jour les fonctionnalités suivantes :

- ✓ Gestion de la maintenance des équipements
- ✓ Gestion des demandes d'achats dématérialisées
- ✓ Solution de gestion des déplacements et des notes de frais
- ✓ Validation et certification du « service fait » par les « services métier » et les ordonnateurs pour les dépenses

2.8.5 Module FI, FI-TR, FI-AA

Les modules FI, FI-TR, FI-AA couvrent les fonctions suivantes :

- ✓ Gestion des données de base (Plan de comptes, Comptes généraux, Clients, Fournisseurs),
- ✓ Comptabilité Générale,
- ✓ Comptabilités Auxiliaires clients et fournisseurs,
- ✓ Comptabilité des Immobilisations,
- ✓ Trésorerie.

2.8.6 Module FI-CO

Le module FI-CO couvre les fonctions suivantes :

- ✓ Gestion des données de base (Natures Comptables, Centres de coûts, Centres de profit, Ordres Internes),
- ✓ Comptabilité des Centres de Coûts,
- ✓ Comptabilité des Ordres Internes.

Le module est organisé autour d'une société unique et d'un seul périmètre analytique pour l'ensemble de l'EFS.

2.8.7 Module FI-FM et le module SAC Planning

Le module FI-FM couvre les fonctions suivantes :

- ✓ Suivi du budget réglementaire,
- ✓ Contrôle limitatif du budget des immobilisations.

Le module est organisé autour d'une société unique et d'un périmètre financier décliné par Etablissement.

Le module Sac Planning permet d'élaborer les reportings mensuels et le suivi des indicateurs-clés de pilotage de l'activité.

2.8.8 Module MM

Le module MM couvre les fonctions suivantes :

- ✓ Gestion des données de base (Articles, Fournisseurs, Conditions de prix),
- ✓ Achats (commandes en référence ou non à un contrat, contrats),
- ✓ Gestion des stocks (réception et sortie de stocks, retours, transferts, réservations, ajustement...),
- ✓ Contrôle Factures,
- ✓ Système d'informations achats (analyses et prévisions).

La fonction MRP (Planification des besoins de matières) via MM est en cours de déploiement dans les ETS.

Le MRP génère automatiquement des réservations et/ou des demandes d'achats SAP.

A l'EFS, les réservations sont traitées par les gestionnaires de stocks et les demandes d'achats SAP sont traitées par les services « approvisionnement ».

2.8.9 Module HR

Le module HR couvre les fonctions suivantes :

- ✓ Gestion des données de base,
- ✓ Administration du personnel, Gestion administrative,
- ✓ Gestion des temps,
- ✓ Paie et déclarations sociales.

Depuis le 31 décembre 2017, l'EFS s'est doté d'un système de GTA (gestion des temps et activités) qui intègre le paramétrage de son nouvel accord national sur le temps de travail. L'interface du système de GTA avec le module HR de SAP est réalisée pour chaque cycle de 8 semaines permettant d'intégrer dans la paie le calcul des éléments variables.

2.8.10 Module PP

Le module PP couvre les fonctions suivantes :

- ✓ Gestion des nomenclatures de production
- ✓ Gestion des ordres de fabrication

2.8.11 Module PM

Le module PM couvre les fonctions suivantes :

- ✓ Gestion du parc matériel
- ✓ Gestion de l'inventaire des matériels (solution PDA)
- ✓ Gestion de la maintenance corrective et préventive
- ✓ Gestion des PPR (Plan pluri-annuels de renouvellement)

2.8.12 Module PS

Le module PS permet de suivre financièrement les projets de l'EFS, notamment pour ce qui concerne les projets immobiliers.

2.8.13 Module VIM

Le module VIM permet le traitement dématérialisé des factures fournisseurs depuis leur réception à l'EFS jusqu'à leur comptabilisation dans SAP.

La prise en charge des factures dématérialisées via la plateforme informatique de l'Etat (Chorus Pro) ou celle des factures reçues à l'EFS au format papier puis scannées, est réalisée par ce module qui permet :

- de réaliser des contrôles généraux de liquidation des factures ;
- d'organiser le circuit de validation du « service fait » par les services métier ;
- d'enregistrer la certification de service fait par l'ordonnateur ;
- de conserver une piste d'audit traçant l'historique des événements de la validation des factures ;
- d'assurer la conservation des factures électroniques via SAP Open Text

2.8.14 Autres logiciels intervenant dans l'élaboration des comptes annuels :

La liasse fiscale est élaborée à partir de la balance générale extraite de SAP et intégrée dans le logiciel CEGID Liasse fiscale (logiciel en mode SaaS mis à jour en permanence).

Les comptes consolidés sont établis par un cabinet d'expertise-comptable externe, sur le logiciel CEGID Consolidation (en mode SaaS à l'EFS).

2.9. Données quantitatives et organisationnelles de l'EFS (y compris DOM)

Données relatives aux clients :

Chiffre d'affaires 2023 (hors ventes internes)	883,9 M€
Détail du chiffre d'affaires par principaux clients	
LFB Biomédicaments : 79,14 M€	
Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (APHP) : 53,69 M€	
Hospices Civils de Lyon (HCL) : 26,02 M€	
CHU de Nantes : 15,65 M€	
CHU de Bordeaux : 15,32 M€	
CHU de Toulouse : 14,98 M€	
Hôpital Universitaire de Strasbourg : 12,07 M€	
CHRU de Rennes : 11,90 M€	
CHU de Tours : 11,65 M€	
CHRU de Lille : 11,4 M€	
CHU de Grenoble : 10,56 M€	
CHU de Dijon : 10,25 M€	
Hôpital de Montpellier : 10,04 M€	
Nombre de clients représentant 31% du CA total de l'EFS	12
Nombre de clients représentant 40% du CA total de l'EFS	22
Nombre de clients représentant 56% du CA total de l'EFS	67
Nombre de clients dont le CA annuel HT est supérieur à 1 M€	155
Nombre de factures clients	161 000 environ par an
Nombre comptes clients	5 530

Les principaux clients de l'EFS sont les Etablissements de santé, CHU, CHR et cliniques, ainsi que certains laboratoires privés, comme le LFB, qui achètent des produits destinés à des activités non thérapeutiques.

Dans la majorité des ETS, la plus grosse partie du chiffre d'affaires est réalisée avec les hôpitaux de la région.

Données relatives aux fournisseurs :

Les fournisseurs les plus importants de l'EFS sont les fournisseurs de consommables destinés à l'activité cœur de métier de l'EFS, comme les fabricants de réactifs ou les fabricants de dispositifs médicaux à usage unique (poches, kits de prélèvement, ...), et les agences de travail temporaire.

Nombre de factures fournisseurs	222 000
Taux de factures fournisseurs nativement dématérialisées (CHORUS)	92%
Nombre de fournisseurs actifs en 2023	15 400
Nombre de fournisseurs représentant 50% des facturations	26
Nombre de fournisseurs représentant 60% des facturations	50
Nombre de fournisseurs dont le montant des facturations annuelles dépasse 1 M€	73
Montant des achats consommés 2023 (HT)	217,8 M€
Montant des achats de services extérieurs 2023 (HT)	209,2 M€

Autres données générales :

Montant des charges de personnel (salaires et charges sociales)	500,33 M€
Effectif total au 31/12/2023	8 526
ETP Agence comptable / Services Financiers	220 ETP (dont 18 au siège)
ETP Contrôle de Gestion	24 ETP (dont 5 au siège)

Les états financiers sont fournis en annexe 01.

3. COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EFS

3.1. Comptes consolidés de l'EFS

Pour la première fois, l'EFS a élaboré des comptes consolidés au 31 décembre 2006. La mise en œuvre préalable d'une procédure de consolidation a facilité la démarche de certification des comptes consolidés et assure un processus de consolidation respectant les exigences réglementaires (validation du périmètre, principes et méthodes, homogénéité des règles comptables applicables au sein du Groupe) et les délais de production de l'information financière.

Le périmètre actuel du Groupe est composé de l'EFS et du sous-groupe DIAGAST comprenant la maison mère Diagast SAS (avec un bureau en Inde), et sa filiale à l'étranger Diagast Iberica.

Le groupe EFS en quelques chiffres :

Chiffre d'affaires Groupe EFS en 2023 : 928 M€

Résultat net comptable Groupe EFS en 2023 : -6,4 M€

Montant des Charges de Personnel en 2023 : 502,4 M€

Effectif Groupe EFS au 31 décembre 2023 : 8 764

Ce périmètre peut être amené à évoluer au cours des 6 années de mission des Commissaires aux Comptes.

3.2. Présentation de DIAGAST, filiale de l'EFS

DIAGAST est une SAS, filiale à 81,8 % de l'EFS, ayant pour objet social, l'achat, la fabrication et la distribution de système de laboratoire (réactif et matériels).

DIAGAST détient une filiale à l'étranger (Espagne). Ce sont ces comptes qui seront consolidés avec les comptes de l'EFS.

DIAGAST se situe au 251 avenue Eugène Avinée — 59374 LOOS Cedex

DIAGAST a désigné le cabinet MAZARS en qualité de commissaire aux comptes pour les exercices 2024 à 2029.

L'EFS achète à cette filiale des réactifs et des automates par le biais de marchés publics. DIAGAST achète quelques produits à sa société mère. En revanche, il n'y a pas d'échange de personnel entre les deux entités.

4. Objet et contexte du marché

◆ Objectifs et enjeux

Le présent marché public a pour objet la nomination de deux commissaires aux comptes (ci-après « CAC ») et de deux suppléants pour les exercices comptables de 2025 à 2030 de l'EFS, sur proposition des organes dirigeants de l'EFS, par le ministre chargé de l'Economie, en vertu de l'article 13 de la loi n°85-11 du 3 janvier 1985, modifié par l'article 136 de la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003 dite loi de sécurité financière, et, pour ce qui concerne les suppléants, l'article 30-2 de la loi n°84-148 du 1^{er} mars 1984 modifié par l'article 41 de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.

Le périmètre du marché public porte sur les comptes de l'EFS ainsi que sur les comptes consolidés avec sa filiale, la société DIAGAST SAS. Les comptes ne sont publiés qu'après approbation par le conseil d'administration, qui se tient au mois de mars de l'année suivante.

Ces mandats sont relatifs aux diligences requises dans le cadre de l'exercice de la mission légale de CAC que recouvre la certification des comptes annuels de l'EFS et des comptes consolidés. Les travaux incluent notamment la rédaction des rapports prévue par les textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les diligences en lien direct avec la certification des comptes annuels et la coordination de la revue des comptes de la filiale inscrite dans le périmètre de la consolidation. L'exercice de ces missions s'exerce conformément aux stipulations du code de commerce.

Les deux co-commissaires aux comptes constituent l'organe collégial de la certification des comptes de l'EFS et des comptes consolidés. L'exercice de cette responsabilité conjointe implique un partage des travaux de contrôle et une revue réciproque des audits réalisés, conformément aux dispositions des normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

Les deux co-commissaires aux comptes appliquent le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes (Annexe 8-1 du Livre VIII du Code de commerce).

Notamment, l'article 17 de ce code précise qu'en cas d'exercice de la mission par plusieurs CAC, ceux-ci doivent appartenir à des structures d'exercice professionnel distinctes. Cela signifie que ces structures ne doivent pas avoir de dirigeants communs, ne pas entretenir entre elles de liens capitalistiques ou financiers et ne pas appartenir à un même réseau.

Commissaires suppléants

Conformément à l'article L.821-40 du code de commerce, le CAC suppléant, désigné dans le cadre du marché, a pour vocation de remplacer le CAC Titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ce dernier. Il doit avoir été informé préalablement du motif de la défaillance du Titulaire pour que son entrée en fonction soit effective.

Dans l'hypothèse d'une intervention du suppléant, celui-ci s'engage à reprendre la mission dans les conditions notifiées par le marché public.

🔴 Contexte du marché

En 2019, ont été nommés, sur proposition des organes dirigeants de l'EFS, par le Ministre de l'Economie et des Finances pour les exercices comptables 2019 – 2024, deux commissaires aux comptes ci-après désignés :

- ✓ Lot 1 : Certification légale des comptes n°1, Titulaire : cabinet PWC
- ✓ Lot 2 : Certification légale des comptes n°2, Titulaire : cabinet KPMG

Ces mandats prennent fin à l'issue de la séance du Conseil d'Administration approuvant les comptes de l'exercice 2024.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'EFS ont été certifiés sans réserve chaque année depuis 2007.

Les audits menés par les CAC dans les ETS :

- Fréquence des audits des ETS au cours des 3 derniers mandats :

Exercice	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Mandat 1	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Mandat 2	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Mandat 3
PACA Corse		X		X		X	3		X		X			2			X		X		2
Alsace		X				X	2							2							
Nouvelle Aquitaine		X		X			2		X		X			2			X		X		2
Auvergne Loire				X			1		X												
Bourgogne Franche Comté			X			X	2					X		1	X			X			2
Bretagne	X				X		2	X		X				2		X				X	2
Centre Atlantique	X				X		2		X					1							
Hauts de France - Normandie	X	X		X		X	4	X		X			X	3		X	X		X		3
Ile de France	X	X	X	X	X	X	6	X	X	X	X	X	X	6	X			X		X	3
Grand Est			X		X		2		X	X	X		X	3	X			X			2
Occitanie	X				X		2	X			X			2		X				X	2
Normandie			X				1														
Centre Pays de la Loire			X			X	2	X		X				3		X		X		X	3
Auvergne Rhône Alpes	X		X		X		3	X		X		X		3	X		X		X		3
Antilles (Martinique - Guadeloupe)				X			1						X	1							0
La Réunion		X					1														
Nombre d'ETS	6	6	6	6	6	6		6	6	6	4	3	5		4	4	4	4	4	4	
Siège	X	X	X	X	X	X	6	X	X	X	X	X	X	6	X	X	X	X	X	X	6
ETS fermés																					

5. Prestations attendues

5.1. Prestations de commissariat aux comptes (CAC)

Les prestations à réaliser couvrent l'ensemble des contrôles et interventions que les commissaires aux comptes doivent accomplir dans le cadre de leur mission légale, comprenant :

- ✓ Les prestations d'audit ;
- ✓ Les vérifications spécifiques portant sur le respect de certaines dispositions légales et sur des informations diverses ;

Les prestations d'audit portent sur les comptes annuels sociaux et consolidés de l'EFS.

La mission confiée aux commissaires aux comptes prend en considération l'existence de 16 domaines d'activité comptables composant l'ensemble de la comptabilité de l'EFS et faisant l'objet d'une clôture au 31 décembre :

- ✓ 10 comptabilités d'Etablissements métropolitains
- ✓ 3 comptabilités d'Etablissements d'outre-mer,
- ✓ 3 comptabilités au siège de l'EFS :
 - Services centraux,
 - Actions nationales
 - Service à comptabilité distincte des opérations relatives aux contentieux transfusionnels

A minima, chaque ETS métropolitain doit être audité in situ deux fois pendant la période du mandat par le collège des commissaires aux comptes.

Cet audit peut prendre la forme d'une revue de processus thématique et se dérouler en période de pré-clôture de manière à répartir les contrôles dans le temps.

La supervision finale de ces 16 comptabilités par l'Agence comptable principale de l'EFS, ainsi que l'élaboration des comptes consolidés, ont lieu au cours des mois de janvier et de février N + 1.

Les comptes sociaux définitifs sont disponibles pour l'audit des CAC dès la fin de la 1^{ère} semaine de février N+1. Les comptes consolidés sont disponibles pour l'audit des CAC en fin de 2^{ème} quinzaine de février N+1

Une lettre de mission commune aux 2 Titulaires comportant une répartition des tâches, le calendrier et les lieux d'intervention est adressée à l'EFS pour chaque exercice à certifier.

Les commissaires aux comptes participent au Conseil d'Administration d'approbation des comptes. Ils pourront également être sollicités dans le cadre de certaines réunions du comité d'audit.

5.2. Livrables attendus

6.2.1. Livrable spécifique liés au premier exercice

- ✓ Rapport présentant le Bilan d'ouverture lié à la prise de mandat du Titulaire avec ses éventuelles observations.

6.2.2. Livrables communs à tous les exercices

- ✓ Compte rendu d'intervention après chaque déplacement ;
- ✓ Rapport Général présentant les comptes sociaux de clôture ;

- ✓ Rapport Général présentant les comptes consolidés de clôture ;
- ✓ Rapport Spécial si nécessaire.

5.3. Calendrier

5.3.1. Modalités d'établissement du calendrier

Le Calendrier du Marché est fixé à l'occasion d'une première rencontre chaque année, d'un commun accord entre les Parties, sur la base du calendrier proposé par le Titulaire dans sa Proposition. Toute modification du Calendrier devra être convenue dans les mêmes conditions.

5.3.2. Dates impératives

Les ETS audités in situ doivent l'être dans le courant du dernier quadrimestre de l'exercice.

L'EFS sera particulièrement vigilant à la présence réelle des équipes des Titulaires à la date - conjointement fixée - de début de période d'intervention.

Pour chaque exercice comptable N, les rapports devront être remis au moins 15 jours avant la date du Conseil d'Administration de l'année qui arrête les comptes et qui se déroule au plus tard le 15 mars N+1.

L'EFS entend par date impérative toute date définie comme telle par les Parties. L'engagement au respect de ces dates par le Titulaire constitue une condition déterminante du consentement de la Personne Publique au Marché. Le Titulaire s'engage à respecter strictement les dates indiquées comme impératives dans le Calendrier défini entre les parties conformément à l'article 2.6.2 du présent CCTP (alinéa Calendrier type de clôture annuelle des comptes année N) étant rappelé que le Titulaire a été informé de l'importance pour la Personne Publique du respect de ces dates et des conséquences particulièrement dommageables pouvant résulter d'un retard.

5.4. Missions complémentaires

En plus de la mission légale, l'EFS est susceptible de confier à ses commissaires aux comptes des missions complémentaires ponctuelles pour le siège et /ou les établissements en région.

5.4.1. Missions identifiées : Attestations

Il s'agit d'une demande d'attestation relative au budget exécuté d'une opération subventionnée.

En effet, dans le cadre de son activité recherche, l'EFS est engagé dans des programmes pluriannuels de recherche financés en partie par des organismes extérieurs (OSEO, ANR, fonds européens...). Ces organismes effectuent un contrôle des dépenses engagées sur les programmes par l'intermédiaire de documents financiers que l'EFS doit remonter à chaque étape-clé des projets (jalons).

Ces documents (relevés de dépenses) doivent être signés par le représentant légal de l'EFS et font l'objet d'une attestation par un des deux commissaires aux comptes lorsque la convention signée avec le financeur le requiert. A ce jour, il existe 2 types de projets qui doivent être attestés :

1. des projets nationaux de recherche qui sont gérés opérationnellement dans les régions et financièrement au siège, notamment :
 - C4C financé par OSEO
 - Ecell financé par l'ANR
2. des projets régionaux qui sont gérés opérationnellement et financièrement dans les régions, (exemple : financés par des fonds européens).

Dans le 1^{er} cas, les données financières sont remontées au siège et consolidées par la DAF.

Les relevés de dépenses à certifier font état des moyens engagés sur le projet à chaque étape-clé.

5.4.2. Autres missions

Toutes missions complémentaires au présent marché nécessaires en cours d'exécution ; elles concernent des interventions de réalisations spécifiques, telles que des audits ponctuels thématiques qui seraient sollicités par l'EFS (ex : audit des frais de déplacement du président à présenter au conseil d'administration, habilitations informatiques...).

5.5. Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et ce sur tous les aspects des prestations qui lui sont confiées. A ce titre, il s'engage à alerter l'EFS sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité même si elles ne font pas l'objet d'une stipulation particulière préalable.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'EFS, compte tenu des prestations qui lui sont confiées.

6. Liste des annexes au CCTP

Annexe n° 01 : Règlement intérieur du Comité d'Audit de l'EFS

Annexe n° 02 : Adresses des Etablissements de l'EFS

Annexe n° 03 : Rapport d'activité 2023

Annexe n° 04 : Comptes annuels consolidés 2022 Groupe EFS + Rapport CAC

Annexe n° 05 : Comptes annuels consolidés 2023 Groupe EFS + Rapport CAC

Annexe n° 06 : Comptes annuels EFS 2022 + Rapport CAC

Annexe n° 07 : Comptes annuels EFS 2023 + Rapport CAC

Annexe n° 08 : Comptes annuels Diagast 2022

Annexe n° 09 : Comptes annuels Diagast 2023

Annexe n° 10 : Sommaire d'un dossier de révision type

Annexe n° 11 : Note EPRD 2022

Annexe n° 12 : Note EPRD 2023

Annexe n° 13 : Rapport de gestion 2023